

Isabelle Feng

L'Amérique dans le piège chinois

La juriste met en garde contre la naïveté de la stratégie multilatérale de l'administration Biden dont Pékin pourrait être le principal bénéficiaire

Le jour même où Joe Biden s'est installé à la Maison Blanche, le 20 janvier, les trois géants chinois de télécoms – China Mobile, China Telecom et China Unicom –, fraîchement exclus de la Bourse de New York parce que accusés d'être liés à l'armée chinoise, ont demandé au nouveau président de revenir sur cette décision, dictée par un décret signé par Donald Trump.

D'autres sociétés chinoises, comme Huawei, Wechat ou TikTok, également dans le collimateur de Washington, nourrissaient le même espoir, à savoir que l'administration Biden «ferait preuve de rationalité et de bon sens», selon les termes de l'agence Xinhua, la voix officielle de Pékin.

Deux mois plus tard, tout indique que Joe Biden, l'anti-Trump déclaré, suit fidèlement les lignes tracées par son prédécesseur dans les relations avec le régime communiste de Pékin. Non seulement le réchauffement de la relation bilatérale n'a pas eu lieu, mais elle est même sur le point de chuter à une température aussi glaciale que l'hiver d'Alaska où, lors de la première rencontre sino-américaine de l'ère Biden, le 18 mars, les deux pays ont pris le monde entier à témoin de leur profonde hostilité réciproque.

Certes, le 26 janvier, M. Biden avait retiré discrètement le règlement proposé par M. Trump qui imposait aux universités de

divulguer les liens financiers avec les Instituts Confucius, équivalents chinois des Alliances françaises, et dont la mission est d'accroître l'influence de Pékin à travers le monde. Mais un sondage du Pew Research Center montre que l'image de la Chine, gravement abîmée par la pandémie, est plus négative que jamais.

Arrogance ou naïveté

Certes, le 11 février, veille du Nouvel An lunaire, M. Biden a ravi les deux plates-formes chinoises TikTok et WeChat en ordonnant la suspension des actions en justice engagées par l'administration Trump, qui les soupçonnaient d'espionnage. Mais, quatre jours plus tôt, le 7 février, le nouveau chef d'Etat américain

avait affirmé que son homologue chinois «n'a pas une once de démocratie en lui».

Certes, le 12 mars, un juge fédéral américain a donné raison à Xiaomi, fabricant chinois de smartphones, en le retirant temporairement de la liste noire des «entreprises militaires communistes chinoises» édictée dans les dernières heures du mandat de M. Trump. Mais ce même jour, le géant des télécoms Huawei s'est vu confirmé comme «menace pour la sécurité nationale» par la Federal Communication Commission, ce qui revient à l'exclusion du marché américain.

Lors de son audition de confirmation devant le Sénat, le 19 janvier, Janet Yellen, la future secrétaire au Trésor, a affirmé le maintien des droits de douane imposés aux produits chinois par M. Trump et a fustigé les pratiques «abusives, illégales et injustes» de Pékin en matière de propriété intellectuelle et de transferts de technologies, sans oublier de condamner les «horribles abus des droits de l'homme» à l'encontre des Ouïgours au Xinjiang. Bien avant l'irruption du Covid-19, John Feffer, expert du think tank Institut for Policy Studies, constatait déjà une convergence entre les «panda huggers» («embrasseurs de pandas») et les «dragon slayers» («pourfendeurs de dragons») chez les élites américaines, qui jadis avaient plaidé, par arrogance ou naïveté, en faveur de l'entrée de la Chine à l'OMC.

La dichotomie des libertés

Adeptes de la dichotomie entre liberté politique et liberté économique, les chantres de la mondialisation oublient la politique dès qu'il s'agit de la Chine communiste, comme si la main invisible du marché était capable de faire jeu égal avec la poigne de fer du capitalisme planifié. Il y a encore trois ans, au Forum de Davos, Xi Jinping fut accueilli comme l'apôtre du libre-échange par les élites occidentales déçues de Trump, pendant que la crème du business mondial buvait les paroles de Jack Ma, le charismatique fondateur d'Ali Baba... qui a disparu de la

scène publique depuis le refus par Pékin de laisser entrer en Bourse sa holding Ant Financial, en novembre 2020. En se démarquant de Trump et en renouant avec le multilatéralisme et ses alliés traditionnels, Biden pourrait, paradoxalement, ne pas déplaire aux dirigeants chinois.

Si certains se réjouissent du retour de Washington à l'Organisation mondiale de la santé, l'agence onusienne – déjà stigmatisée pour sa gestion douteuse du Covid-19 – continue de faire l'éloge du Parti alors qu'elle a été incapable de mener une enquête indépendante à Wuhan sur l'origine du virus. Le retour des Américains accrédite le scénario concocté par Pékin plus qu'elle ne le dérange.

Et qui pourrait être plus enchanté par la réintégration des Etats-Unis dans l'accord de Paris sur le climat que la Chine, «pays en voie de développement» et accessoirement plus gros émetteur de CO₂ du monde? Ce *gentlemen agreement*, qui n'impose aucune obligation ni ne prévoit aucune sanction, octroie de fait à Pékin un permis de polluer jusqu'en 2030, tandis que l'Amérique sera sous le feu constant des critiques des écologistes.

Quant à la formation d'alliances, appelée de ses vœux par M. Biden, pour opposer un front uni au dirigisme chinois, rien n'est moins sûr dans un monde où chacun revendique sa souveraineté. Au moment où le Congrès américain votait la loi pour restreindre l'accès des entreprises chinoises au marché boursier, Bruxelles s'empressait de signer un accord d'investissement avec Pékin... Après quatre ans de Trump, même ceux qui croient le plus aux «bienfaits du doux commerce» doivent se rendre à l'évidence : avec Pékin, «it's not the economy, stupid». ■



LES CHANTRES
DE LA
MONDIALISATION
OUBLIENT
LA POLITIQUE
DÈS QU'IL S'AGIT
DE LA CHINE
COMMUNISTE

Isabelle Feng est collaboratrice scientifique au Centre Perelman de philosophie du droit à l'Université libre de Bruxelles